

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-  
Garonne  
1722, avenue de Colmar  
47916 Agen

Agen, le 13/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 31/03/2026

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **EARL DES SABLES - Aguillon**

lieu dit les Sables  
47190 Aguillon

Références : OD/Ubd24-47/2026/093  
Code AIOT : 0003104366

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/03/2026 dans l'établissement EARL DES SABLES - Aguillon implanté lieu dit les Sables 47190 Aguillon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection est réalisée dans le cadre d'une vérification administrative.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EARL DES SABLES - Aguillon
- lieu dit les Sables 47190 Aguillon
- Code AIOT : 0003104366
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le site est un ensemble de serres dédiées à la culture maraichère.

L'activité classée au titre des ICPE est du stockage de gaz permettant de chauffer les serres.

### Contexte de l'inspection :

- Plainte

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	contrôle périodique	Code de l'environnement du 31/03/2026, article R512-56 et 57	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois
3	rapport de contrôle	Code de l'environnement du 31/03/2026, article R512-59	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Contrôle de l'accès	Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2, I	Demande d'action corrective	15 jours

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 31/03/2026, article L511-2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le stockage de gaz en citerne aérienne doit faire l'objet de son contrôle périodique. La clôture entourant la citerne doit être réparée.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/03/2026, article L511-2
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, classement et régime des ICPE
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'État, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.
<b>Constats :</b>

<p>Le récépissé de déclaration du 28/11/2019 fait état d'une activité de "Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL) et gaz naturel. La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (...) étant : 2. Pour les autres installations :b. Supérieure ou égale à 6 t mais inférieure à 50 t"</p> <p>La déclaration est conforme à une quantité stockée sur site inférieure à 50 tonnes (environ 13 t). Le site est bien classé à la rubrique 4718-2 au régime de la déclaration avec contrôles périodiques.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 2 : contrôle périodique

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/03/2026, article R512-56 et 57
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, rapport de contrôle
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>R512-56 Le contrôle périodique de certaines catégories d'installations classées soumises à déclaration est effectué à la demande écrite de l'exploitant de l'installation classée par un organisme agréé(...). La demande précise la ou les rubriques de la nomenclature dont relèvent les installations à contrôler ainsi que la date de mise en service de chacune d'elles.</p> <p>R512-57 La périodicité du contrôle est de cinq ans maximum (...)</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'activité de stockage de gaz est soumise à contrôle périodique. Celui-ci doit intervenir dans les six mois suivants la mise en service, puis tous les cinq ans par un organisme agréé par l'état. La mise en service a eu lieu en 2019, deux contrôles ont dû être déjà réalisés. L'exploitant indique la réalisation d'épreuve de la cuve.</p> <p>Ce contrôle n'est pas celui demandé par le code de l'environnement.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant s'assurera que le contrôle réalisé est bien celui consistant en la vérification des prescriptions de l'arrêté ministériel du 23/08/2005 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4718 de la nomenclature des installations classées. A défaut faire réaliser ce contrôle.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 3 : rapport de contrôle

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 31/03/2026, article R512-59
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, mise à disposition du rapport

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'organisme de contrôle périodique remet son rapport de visite à l'exploitant de l'installation classée en un exemplaire, le cas échéant par voie électronique, dans un délai de soixante jours après la visite. Le rapport comporte la totalité des résultats du contrôle et précise les points de non-conformité et de non-conformité majeure telle que définie à l'article R. 512-58 (...).</p> <p>L'exploitant tient les deux derniers rapports à la disposition de l'inspection des installations classées (...).</p> <p>L'organisme de contrôle périodique conserve, pour chaque installation contrôlée, les résultats de ses deux dernières visites.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant n'est pas en mesure de fournir les deux derniers rapports de contrôle périodique le jour de l'inspection.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant devra fournir les deux derniers rapports de contrôle.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 4 : Contrôle de l'accès**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 23/08/2005, article 3.2, I</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, clôture</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les personnes non habilitées par l'exploitant n'ont pas un accès libre au stockage. De plus, en l'absence de personnel habilité par l'exploitant, le stockage est rendu inaccessible (clôture de hauteur 2 mètres avec porte verrouillable ou dispositifs verrouillables).</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La clôture autour de la citerne comporte un trou n'empêchant pas l'accès de manière sécurisé à la cuve.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Réparer la clôture pour empêcher toute personne non autorisée de pénétrer dans l'enclos d'implantation de la citerne.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 15 jours</p>